

Un puzzle de huit pièces

Le échiquier est vide. Les présidents du MR et du CDH, Olivier Chastel et Benoît Lutgen, vont pouvoir y placer leurs pions et composer le nouveau gouvernement wallon. Exercice périlleux s'il en est, face à une opposition socialiste revancharde.

La composition du nouvel exécutif devrait être connue ce mercredi, jeudi au plus tard. Les présidents sont à la manœuvre. Cela dit, chez les libéraux, la clé est entre les mains du Premier ministre Charles Michel, véritable *numero uno* du MR, davantage que dans celles d'Olivier Chastel. Le vice-Premier ministre Didier Reynders a aussi son mot à dire – un vestige de la guerre des clans entre "michelien" et "reyndersien".

Tentons de lire dans le jeu des patrons de parti pour deviner le futur casting ministériel wallon.

Combien de ministres ?

Ils devront tenir compte de plusieurs contraintes. D'abord, le nombre de ministres. Le gouvernement sortant PS-CDH en avait huit : cinq socialistes, trois humanistes. Le nouveau devrait en avoir sept : quatre libéraux, trois centristes. Les nouveaux partenaires n'ont cessé de vanter les mérites de la rationalisation des structures wallonnes, on imagine mal qu'ils ne montrent pas l'exemple au gouvernement.

La difficulté, c'est qu'il y a un huitième poste à attribuer : la présidence du Parlement wallon, qui a la valeur d'un maroquin ministériel. Pour l'instant, c'est le CDH André Antoine qui y siège. S'il est confirmé, cela voudrait dire qu'il y aurait la parité dans les postes à pourvoir (quatre chacun). Le MR va-t-il accepter le statu quo, sachant qu'il compte pratiquement deux fois plus de députés ? Pas sûr. Les libéraux pourraient réclamer le strapontin. A défaut, le gouvernement pourrait rester dans une configuration à huit ministres, où le MR en aurait cinq.

Une fois cette question tranchée, ainsi que celle, fondamentale, de la répartition des compétences entre les deux formations politiques, MM. Lutgen et Chastel pourront coucher des noms sur une feuille. Là, ce sont des contraintes géographiques (équilibre entre les provinces) et de genre (hommes, femmes) auxquelles ils devront être vigilants.

A priori, pas de lapin blanc

Et ces noms ? Traditionnellement, les présidents aiment sortir un lapin de leur chapeau. Une façon pour eux de mettre leur griffe sur le nouvel attelage gouvernemental. Peu probable, cependant, cette fois-ci. Il reste moins de deux ans avant les prochaines élections, c'est-à-dire une seule année utile pour faire passer des mesures fortes avant la campagne électorale. MR et CDH auront donc besoin de ministres directement opérationnels, donc suffisamment expérimentés. Le nom de Jean-Jacques Cloquet, patron de l'aéroport de Charleroi, a ainsi été entendu dans les rangs humanistes. Il devra sans doute passer son tour.

Chez les humanistes, le plus simple serait de reconduire les trois ministres sortants : Maxime Prévot (aussi vice-Président du gouvernement), Carlo Di Antonio et René Collin.

Deux bémols, cependant. Tout d'abord, Carlo Di Antonio est peu apprécié au MR. Et même au CDH, il ne fait pas l'unanimité. En avril 2016, il avait déjà dû abandonner la compétence sur les aéroports wallons. Va-t-il sauter définitivement ? C'est une possibilité. Il pourrait être remplacé par un autre hennuyer. Le député wallon François Desquesnes (proche de Lutgen), par exemple.

Prévot de retour à Namur

Le second bémol concerne la volonté affichée par Maxime Prévot de redevenir pleinement bourgmestre de Namur en 2018. Le nouveau gouvernement serait

une bonne opportunité pour accélérer le mouvement. Dans ce cas, son ancienne cheffe de cabinet pour les matières Santé, Alda Greoli, actuellement ministre de la Culture en Communauté française, devrait lui succéder. D'autant plus si le CDH conserve la Santé.

Côté libéral, le casting sera forcément tout neuf. Olivier Chastel a été cité pour prendre la ministre-présidence. Très peu probable. Il faudrait lui trouver un successeur au parti alors que les élections communales approchent à grands pas (octobre 2018). Dangereux.

Le nom qui revient le plus souvent pour devenir le patron de l'exécutif wallon, c'est celui du ministre fédéral Willy Borsus, ancien chef du groupe MR au Parlement wallon. Lui-même serait remplacé à son poste actuel par le député fédéral David Clarinval, voire c'est moins probable – par son chef de groupe Denis Ducarme.

Cela dit, ce qui coïncide avec M. Borsus, c'est que Charles Michel voudrait le garder au fédéral ou il compte beaucoup sur lui. Dans ce cas, l'actuel chef de groupe en Wallonie, Pierre-Yves Jcholet, qui sera certainement ministre, est fortement pressenti à la ministre-présidence.

Valérie De Bue devrait en être

Parmi les autres ministres libéraux, la députée wallonne Valérie De Bue, issue du Brabant wallon et très proche du clan Michel, devrait en être. Son collègue Jean-Luc Crucke aussi, même s'il est un peu trop "reyndersien" au goût du Premier ministre. A moins qu'il n'aille au perchoir du Parlement régional.

Parmi les autres ministrables MR, citons encore Georges-Louis Bouchez (il aurait été poussé en interne) et Nicolas Tzanetatos (mais il pourrait être abîmé par les problèmes de gouvernance à l'IS-PPC, l'Intercommunale de Santé publique à Charleroi). Réponse, a priori, ce mercredi.

A. C.